

## Qualité et sûreté des espaces urbains bilan du programme d'expérimentation

PUCA



# Comment améliorer la sûreté des espaces urbains ?

C'est l'objet du programme d'expérimentation « Qualité et sûreté des espaces urbains » (QSEU) lancé<sup>1</sup> et animé par le PUCA sur la période 2010-2012. Son but était de faire émerger des projets urbains innovants qui apportent des réponses aux problèmes de sûreté rencontrés par les collectivités locales dans l'aménagement et la gestion des espaces collectifs. Il portait spécifiquement sur les relations entre espace et sûreté. L'angle était ouvertement l'amélioration du confort à fréquenter des espaces, du bien-être des résidents tout autant que la résolution de problèmes concrets, qu'il s'agisse des conséquences directes de la malveillance, ou – plus communément – de conflits d'usages, de situations « tendues », ou encore d'inconfort. L'enjeu de ce programme était double :

- d'une part, concevoir des projets urbains qui intègrent la sûreté des points de vue programmatique, architectural et urbanistique sans compromettre les vertus de la vie urbaine, afin de proposer des alternatives aux formes actuelles d'urbanisme défensif (résidentialisation défensive, séparation des flux, multiplication des dispositifs techniques de surveillance ou d'empêchement...);
- d'autre part, constituer un « pôle de compétences » de concepteurs (architectes, urbanistes, programmistes, paysagistes...) et d'experts issus du champ de la recherche urbaine (sociologues, ethnologues), investis sur la

problématique de la sûreté urbaine et susceptibles d'apporter des solutions inédites et opérationnelles aux collectivités locales et maîtres d'ouvrage.

Dans cette optique, dix collectivités locales (Aubervilliers, Chelles, Le Havre, Le Kremlin-Bicêtre, Lille, Melun, Montbéliard, Nantes, Sevran, Strasbourg) et un maître d'ouvrage privé (la Compagnie de Phalsbourg) ont été retenus pour réaliser onze opérations d'aménagement en contextes urbains variés (quartiers en rénovation urbaine, quartiers de gare, galerie commerciale, centre commercial, parking souterrain, etc.).

Dans l'objectif d'associer réflexion et action, le programme a fonctionné selon un double dispositif de travail : des ateliers thématiques qui ont jalonné le programme et des équipes d'experts qui ont travaillé, avec les collectivités locales, sur les sites d'études. Dans les deux cas, la méthode a consisté à formuler collectivement, avec les maîtres d'ouvrage et les différentes composantes de la maîtrise d'œuvre, les problèmes posés par chaque site sans *a priori*; à comprendre les contextes; à remettre à plat les intentions et à exploiter les atouts et les potentiels des sites afin de renforcer les qualités de confort des espaces et de bien-être des résidents. *In fine*, il s'agissait d'apporter des réponses aux problèmes de sûreté par une approche du projet plus transversale et mettant à profit la valeur ajoutée que peuvent apporter architectes, urbanistes et paysagistes à la réflexion et à l'action sur ce thème.

<sup>1</sup> En partenariat avec le Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU) et l'Institut National des Hautes Etudes de Sécurité et de Justice (INHESJ).

# Acquis et limites du programme expérimental : le point de vue des collectivités locales

La réunion organisée au PUCA le 27 mars 2012 rassemblait exclusivement des représentants des collectivités locales et avait pour objectif de les inviter à formuler leur bilan du programme expérimental « Qualité et sûreté des espaces urbains ».

## Les participants à la réunion du 27 mars 2012

Eric Amanou, La condition urbaine, AMO du PUCA sur le programme QSEU

Stéphanie Bascou, ville de Melun

Aurélien Besnard, Nantes Métropole

Mélanie David, ville de Lille

Marielle Denat, ville du Kremlin-Bicêtre

François-Xavier Deswarte, communauté d'agglomération de Marne et Chantereine

Lassad Essadi, communauté urbaine de Strasbourg

Jacques Frenais, consultant

Laurent Koenig, ville du Havre

Fanny Martel, La condition urbaine, AMO du PUCA sur le programme QSEU

Emmanuel Raoul, secrétaire permanent du PUCA

Bertrand Vallet, responsable du programme QSEU au PUCA

Louise Veron, ville d'Aubervilliers

## Assistance à la maîtrise d'ouvrage

Avant d'amorcer l'analyse du travail effectué et de ses incidences, les équipes locales ont rappelé de quel service de la collectivité territoriale était venue l'intention de participer au programme du PUCA. Cela conduit au premier constat de la diversité des approches des questions de sécurité dans l'espace urbain. La tonalité de la préoccupation opérationnelle et, de fait, le type de demande d'assistance au PUCA et aux experts (concepteurs et chercheurs) dépend très étroitement de la place qu'occupe sur l'échiquier de la maîtrise d'ouvrage le service engagé dans l'expérimentation.

A Nantes, ce sont les services de la structure intercommunale, Nantes Métropole, qui ont pris l'initiative de réexaminer les projets que la ville et l'office public d'habitat conduisaient sur deux quartiers d'habitat social, dans le cadre de la Politique de la ville. A Aubervilliers, au Kremlin-Bicêtre, à Melun, à Chelles, c'est le conseil municipal, parfois le maire lui-même, qui a engagé la commune dans le programme. Mais, dans ces contextes on note encore des nuances. A Melun, l'expérimentation est menée par la ville elle-même sur un secteur, le quartier des Mézereaux, qui fait l'objet d'un projet de rénovation urbaine, parce qu'une petite partie du périmètre, une enclave qui correspond à deux parkings souterrains, a été exclue du programme de rénovation urbaine. L'objectif de la ville était donc de rattacher ce site au projet d'ensemble en convaincant ses partenaires, les bailleurs sociaux, de se livrer à une réflexion *de rattrapage*. A Aubervilliers, la demande des élus a été exprimée par le service de prévention dans un premier temps, puis le suivi de la mission s'est ensuite réalisé au sein du service « Démocratie locale et développement social des quartiers ». Les maires de Chelles et du Kremlin-Bicêtre se sont portés candidats sur deux projets d'urbanisme de détail qui demandent réflexion avant décision d'aménagement. Les exemples sont pourtant



© Romain Gibert

Dalle Villette - Aubervilliers.

diamétralement opposés. A Chelles, la villa Max et son parc sont propriété municipale ; la galerie marchande Grand Sud, au Kremlin-Bicêtre, pose, au contraire, le problème de l'intégration au système urbain d'un lieu où se superposent les propriétés privées et où la ville ne possède rien.

Au Havre, la candidature vient de la propre initiative d'un service d'urbanisme qui se trouve isolé devant le parti à prendre. A Lille, la commande est partie du service de Prévention de la délinquance qui a souhaité très fort travailler le lien entre les techniques de l'urbanisme et celles du maintien de l'ordre, un objectif du Contrat local de sécurité resté sans grand effet jusqu'alors. Deux intentions de coproduction dans des contextes différents.

A Strasbourg, c'est la direction de l'urbanisme relayée par la direction de proximité qui ont pris en charge l'expérimentation.

Ce tour de table s'imposait. La mission du PUCA est d'inciter, de financer et de valoriser la recherche urbaine. Il est donc légitime qu'au fil du travail, il ait légèrement privilégié le témoignage des experts lauréats. De plus, un des objectifs initiaux du programme était de sensibiliser des professionnels de la maîtrise d'œuvre aux problématiques de sûreté : il s'agissait même, selon les termes initiaux de l'appel à candidatures, de « constituer un vivier de concepteurs » compétent sur les questions de sûreté urbaine et mobilisables dans un second temps par d'autres maîtres d'ouvrage.

Mais il s'agissait d'expérimentations et les sites candidats n'étaient pas des terrains d'expérience. Il s'agissait bien d'assister les maîtres d'ouvrage dans la formulation, la conception ou la mise en œuvre des projets d'aménagement. Dans cette optique,

les sites retenus n'étaient pas uniquement des terrains d'enquête permettant d'éclairer les modalités de l'action publique ou du fonctionnement urbain au regard des problématiques de sûreté. C'étaient, au-delà de cette dimension cognitive, des lieux de travail en commun sous l'égide de la maîtrise d'ouvrage. La plupart du temps, les projets des collectivités locales étaient déjà formulés, parfois bien amorcés. Leurs demandes provenaient du repérage de certains blocages. Leur intention et leur implication, dans l'expérimentation, étaient donc au moins aussi déterminantes que le savoir-faire des experts. Celui-ci ne pouvait rien sans celle-là. La réunion du 27 mars a donc permis d'éviter les dérives d'un certain académisme technicien. Tous les participants ont d'ailleurs souligné la nécessité de prévoir à plusieurs reprises ce type d'échanges entre services locaux, à « huis-clos », au cours des processus expérimentaux, et ont déploré qu'ils ne se soient pas davantage tenus, parallèlement aux six ateliers qui confrontaient commandes publiques et expertises.

## Le décroisement

Que ce soient les services ou les élus, les communes ou les communautés, tous, à des titres divers, reconnaissent les écueils du cloisonnement. Et tous, ou presque, font de la coopération la condition de la réussite de leurs projets. La position du PUCA, en tiers neutre, et l'action des experts, ont permis de faire émerger, ou de renforcer, des intentions de travail en commun.

Cette opportunité était même la raison principale de la détermination du CLSPD de Lille. Une évaluation, en 2008, avait fait apparaître que le principal échec du CLS était dans l'absence de coordination des services de maintien de l'ordre et de prévention de la délinquance avec leurs partenaires désignés, les

bailleurs et les urbanistes. Le programme du PUCA offrait l'occasion d'impulser une collaboration sur le secteur Concorde du faubourg de Béthune. Mélanie David, directrice de la CLSPD, juge que le point le plus positif de l'expérimentation est que, après la prise de conscience des blocages, la commission travaille différemment, et beaucoup mieux, avec ses collègues du service Urbanisme. Le projet lui-même commence très lentement, mais sous de meilleurs auspices.

Melun présente un contexte semblable. RUF (groupe I3F), le bailleur du logement social, s'engageait de mauvaise grâce dans l'action sur les Mézereaux, en particulier quant à la reprise des parkings. Le très important travail de terrain mené par Kallipolis avec l'ensemble des professionnels concernés par la requalification du parking conduira à fournir au bailleur un dossier convaincant que la ville espère décisif pour l'inviter à participer à l'action commune. Aurélien Besnard, pour Nantes Métropole, témoigne que le travail avec les experts lauréats du programme PUCA, Jean-Didier Laforgue et le CSTB, a lancé une dynamique de dialogue qui manquait au projet urbain élaboré en régie. De sorte que c'est davantage cette dynamique de décroisement que les préconisations elles-mêmes qui a frappé les intervenants. En effet, le plus important apparaît aujourd'hui d'avoir associé les différentes communes, leurs élus, leurs services, les opérateurs à une entreprise commune. Le cloisonnement existe donc et il constitue un obstacle très sérieux.

Un cloisonnement d'un autre ordre, mais plus compliqué encore à supprimer, entrave les intentions du Kremlin-Bicêtre. Pour reconfigurer la galerie commerciale Grand Sud et en faire un lieu plus urbain, plus convivial, plus sûr, il faut établir le dialogue avec des copropriétaires privés. C'est le principal levier d'intervention pour la collectivité locale qui n'est propriétaire de rien sur ce secteur. L'action de décroisement requiert alors

des techniques où se mêlent les aspects juridiques et économiques. C'est l'une des pistes qui réclament une poursuite du travail engagé dans le cadre du programme expérimental pour en affiner les moyens.

### **Solutions alternatives en renfort des projets locaux**

C'est moins clairement affirmé que leur désir d'étendre le cercle de leurs partenaires. Pourtant, l'un des objectifs des villes candidates était de conforter les projets d'aménagement sur les sites choisis. D'autant que, souvent, comme c'est le cas de Strasbourg- Port du Rhin, les projets sur lesquels ont travaillé les équipes mandatées par le PUCA étaient déjà bien engagés. Là encore, les situations sont contrastées. Les préconisations extérieures peuvent conforter un projet en le modifiant, en l'améliorant plus ou moins. C'est le mérite de l'étude de terrain et de l'expérimentation.

Au Havre, le service Urbanisme recherchait une solution alternative à la résidentialisation conventionnelle. L'expertise portait sur un secteur (le groupe Paul Bouchez) où étaient formulés au préalable un projet sur les logements, fondé sur la démolition, et un projet d'espaces viaires pour rectifier les parcours d'origine. Le travail de J-D Laforgue et du CSTB a permis d'élargir le périmètre d'intervention et de sortir le groupe Paul Bouchez de son isolement. Une façon d'en améliorer la sécurité. Cependant, sur les choix fondamentaux de la politique locale de sécurité, pas d'évolution. L'étude de terrain ayant renforcé les convictions de la ville, l'action demeure focalisée sur la vidéosurveillance. Pas de modification fondamentale, non plus, du projet d'aménagement des espaces, sinon, éventuellement, la décision de différer la seconde phase des travaux engagés afin d'être en cohérence avec le traitement du quartier voisin, celui du groupe Albert Samain.

A Chelles, la ville a choisi de centrer l'étude sur la villa Max et son square ; or un travail à l'échelle de l'ensemble du quartier centre gare lui semble aujourd'hui indispensable, d'autant que se pose le problème du montage financier de l'opération et qu'elle devra tenir compte de l'implantation d'une nouvelle gare dans le cadre du métro automatique du Grand Paris. La densification des flux attendus avec la nouvelle gare risque en effet de générer des dysfonctionnements qu'il est nécessaire d'anticiper : un des volets du contrat de développement territorial (CDT) pourrait porter sur la sécurité, l'intensité urbaine et la fréquentation des espaces publics.

En appui aux propos de Laurent Koenig, pour le service Urbanisme du Havre, Melun et Strasbourg confirment successivement l'évaluation positive des équipements de vidéosurveillance dont elles affirment avoir constaté l'efficacité sur des critères quantitatifs. Cette orientation est très fermement refusée par Nantes et par Lille. A Melun, sur recommandation du maire, la résidentialisation est très clairement la clé du projet. Une coupure paysagère est fortement exploitée pour délimiter les différents espaces urbains. Le travail sur le terrain de Kallipolis et de l'agence Pruvost cherche à adoucir ce parti pour le rendre plus attractif, donc plus naturellement sûr.

### **Les enquêtes de terrain**

En général, les participants ont exprimé quelques réserves sur l'utilité des enquêtes sociales menées sur le terrain par les équipes pluridisciplinaires mandatées par le PUCA. L'enquête sociale n'apprend pas grand chose à des équipes locales qui font en régie ou dirigent ce travail de reconnaissance depuis l'origine et jugent avoir récolté l'essentiel des matériaux. A leurs yeux, même le travail sur les usages actuels ou à venir relève moins de l'enquête-diagnostic que de l'assistance à l'action technique et à la décision politique. Car les problèmes techniques et politiques sont beaucoup plus préoccupants pour



© Romain Gibert

Galerie Grand Sud - Kremlin-Bicêtre.



© Romain Gibert

Groupe Paul Bouchez - Le Havre.

les maîtres d'ouvrage qui ont déjà établi les constats : comment intervenir sur des terrains qui n'appartiennent pas à la collectivité locale (Strasbourg, le Kremlin-Bicêtre, Melun...) ? Comment décloisonner les services pour en améliorer l'efficacité (Nantes, le Havre) ? Comment et à quel rythme passer à l'action (Aubervilliers, Lille) ? Comment saisir une opportunité d'aménagement (Chelles) ? Aussi, ces interrogations formulées par les collectivités locales invitent à une légère inflexion des missions d'expertise. Au-delà du travail de conception architecturale et urbaine qui a été réalisé, les services sont demandeurs d'une approche leur conférant des outils permettant de débloquer les organisations ou d'identifier des montages juridico-économiques innovants et opératoires. Il en fut ainsi du travail de REP à Lille, qui a permis de décloisonner les services et d'identifier les points de blocages à une meilleure prise en compte des enjeux de sûreté. Dans ce sens, les approches de type « intervention sociologique » ou sociologie de l'action publique, combinée à des champs disciplinaires autres (économie, droit de l'urbanisme ou de la copropriété...), permettraient – au-delà de l'enquête socio-urbaine classique – d'appuyer les collectivités locales dans une démarche expérimentale.

Il n'en est pas moins vrai que l'éclairage des enquêtes menées dans le cadre du programme « Qualité et sûreté des espaces urbains » a permis d'apporter un point de vue nouveau sur des quartiers archi-connus des services. Et que les perspectives peuvent en être modifiées, accélérées, comme c'est le cas au Havre. En outre, certains résidents,

tels ceux du Port du Rhin, à Strasbourg, ont commencé à trouver leur quartier intéressant grâce aux photos que Romain Gibert a réalisées sur chacun des sites (voir à cet égard le cahier 3 de la collection images du PUCA, dédié au travail de Romain Gibert sur les 11 sites expérimentaux). Mais les études sous l'égide du PUCA se sont ajoutées à beaucoup d'autres. A Lille, par exemple, les responsables locaux n'en sont plus au « livre blanc », à la dénonciation récurrente de difficultés souvent signalées.

Ces déceptions relatives ne mettent pas en cause l'importance fondamentale de la notion d'usage pour la décision politique. Melun insiste sur les ambiguïtés qui ne sont pas souvent levées dans le travail des équipes locales et que l'intervention des experts ont permis de formuler clairement. Ainsi de l'ambiguïté entre usage privé (clôture) et appropriation de l'espace collectif.

## La sûreté

C'était bien des actions projetées sur les sites retenus pour le programme « Qualité et sûreté des espaces urbains » dont il était question. Pourtant, les mots mêmes de sûreté et de sécurité ont été assez peu prononcés. C'est que l'idée de sécurisation s'est progressivement dissoute dans les propositions d'intervention. Cette assimilation était, en quelque sorte, l'intention tacite du programme lui-même. L'impériosité de la prise en compte de la sécurité dans la conception et la gestion de l'espace urbain s'était estompée au profit de son évidence. Sans effort, les équipes locales et les experts qui leur étaient associés ont



Les cahiers sont téléchargeables  
sur le site internet du PUCA :  
<http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca>

intégré l'intention sécuritaire dans d'autres objectifs, plus précis, plus concrets. Plus conformes, également, à l'action d'urbanisme proprement dite. La sécurisation revêt donc des formes multiples. L'échéancier des aménagements, correspondant à leurs objectifs et à leur pérennité, à Strasbourg ; la continuité des cheminements et des espaces, au Havre ; la conjugaison des compétences pour la mise en valeur des ressources du lieu, à Lille ; la médiation entre maîtres d'ouvrage et utilisateurs, à Melun ; la contribution à un tronc commun méthodologique, à Nantes ; l'harmonisation des différents temps de l'intervention, à Aubervilliers ; les diverses figures de l'accessibilité, à Chelles ; le montage juridique et financier, au Kremlin-Bicêtre...et chacune de ces figures pour à peu près tous les sites.

Lassad Essadi résume ce traitement de la sûreté dans l'évolution du programme, à Strasbourg : la sécurité telle qu'on l'entend au sens commun n'est peut-être pas la préoccupation majeure. Les équipes mandatées par le PUCA n'ont pas témoigné d'obsession sécuritaire. En conséquence, les maîtres d'ouvrage envisagent leur intervention différemment. Pas principalement sous l'angle de la sûreté.

## Une impulsion

La réflexion sur la dalle Villette à Aubervilliers et sur son inscription dans le développement des quartiers limitrophes constitue l'une des expérimentations les plus avancées du programme. A l'origine, un diagnostic avait été effectué par le bureau d'études Acadie dans l'objectif de la Gestion urbaine de proximité. Philippe Panerai, architecte-urbaniste missionné dans le cadre du programme expérimental, a donc eu la possibilité de se consacrer aux préconisations qu'il jugeait les plus urgentes, sur la foi de sa propre connaissance des lieux. D'autant que la commune d'Aubervilliers l'avait soulagé des analyses juridiques,

traitées parallèlement par un cabinet de géomètres au nom de l'Association syndicale libre de la dalle Villette.

Philippe Panerai a fait des propositions en termes de clarification des domanialités et de confort du piéton. Sur ce travail, Jacques Salvator, maire d'Aubervilliers entend fonder, d'une part le cahier des charges d'un dossier Anru2, d'autre part une action de communication vers les résidents et ceux des quartiers limitrophes. Simultanément, des travaux légers seront entrepris pour rendre au site une qualité d'usage quotidien et amorcer son lien paysager avec les îlots voisins. Il s'agit bien, conformément aux attentes initiales de la collectivité, de travailler sur une double temporalité : celle de la restructuration à moyen-long terme d'un quartier sur dalle très dense comme celui de la dalle Villette, celle des évolutions à court terme permettant une amélioration de la vie quotidienne des habitants.

Il y a donc eu une impulsion du processus de restauration du site de la dalle Villette et de son inscription dans la politique urbaine d'Aubervilliers. C'est un bénéfice généralement reconnu au programme expérimental du PUCA. Ainsi Nantes Métropole estime que la gestion urbaine de proximité a été renforcée grâce aux travaux avec les experts et grâce à la permanence de leur mobilisation. L'expérimentation a provoqué des discussions, fédéré des initiatives. Aurélien Besnard regrette, avec humour, que l'évolution sémantique n'ait pas encore totalement réussi. On parle encore parfois d'urbanisme sécuritaire. Mais les modes de raisonnement prennent en compte les travaux récemment menés avec les experts. Nantes Métropole cherche à alléger la démarche d'ESSP, en la généralisant, grâce à un guide méthodologique dégagant une doctrine de l'association de la qualité et de la sûreté des espaces urbains. Rédigé par la mission « Tranquillité Publique » de la ville de Nantes, avec la contribution de Nantes Métropole, ce guide concrétisera une coopération des services innovante.



Quartier Bottière - Nantes.



Secteur Concorde - Lille.

## Sur la lancée...

Certaines équipes demandent explicitement la poursuite du travail et le bénéfice d'une AMO prolongée. La demande revêt, en fait, des formes adaptées aux contextes et aux résultats de la phase qui s'achève sur le terrain.

Stéphanie Bascou, pour la ville de Melun, déclare souhaiter un prolongement au travail intense mené sur le terrain par Kallipolis. Francesca Ansaloni et ses collaborateurs ont organisé des ateliers avec les habitants du quartier des Mézereaux. Gérard Millet, maire de Melun a participé à ces ateliers qui ont constitué un travail de contact considérable, inédit localement. Le bailleur RUF-13F, propriétaire des parkings souterrains désaffectés et dont la réhabilitation est envisagée hésite encore devant l'investissement. Mais le projet est devenu collectif et il est parvenu à une phase pré-opérationnelle. L'étape suivante consisterait à consolider le scénario d'aménagement, associant la restauration des parkings, leur réouverture et le traitement de l'espace en surface. Kallipolis a effectué un gros travail de médiation que la ville de Melun regretterait de voir se perdre. Un suivi de seconde phase est demandé au PUCA.

La question du parking est donc au centre de l'expérimentation à Melun, où est amorcée une réflexion sur la reprise de la structure souterraine par un montage ambitieux qui associerait parc-relais de rayonnement local et poste de garage de voitures électriques. Il pourrait desservir le centre commercial, la mosquée, les logements,

des équipements culturels et le bailleur commence à s'y intéresser. Mais il faut noter que plusieurs des autres sites qui faisaient l'objet d'expérimentation posent le problème du traitement des stationnements et espèrent ressources et assistance dans ce domaine. C'est ainsi un point important des programmes à Aubervilliers et au Kremlin-Bicêtre.

Il semble que certaines des propositions qu'a faites Paul Landauer pour le quartier du Port du Rhin aient surpris et intéressé les partenaires locaux. Les conséquences inattendues d'enquêtes de terrain suscitent l'envie de poursuivre. En particulier, la suggestion de travail par phases, qui consiste à créer progressivement les flux nouveaux, est jugée importante. Elle mérite d'être affinée et développée. La place que les experts ont, en outre, accordée à la qualité du chantier, au temps de l'intervention qui suscite des réactions de la part de résidents profondément dérangés, à la reprise des espaces aujourd'hui délaissés, est considérée comme un apport notable à la concertation. Ce sont autant d'éléments qui raccordent le projet d'ensemble aux détails de la vie quotidienne, de sorte que les habitants actuels n'aient pas le sentiment que l'essentiel est fait pour des occupants futurs. Mais ces aménagements temporaires, ce *provisoire*, soulèvent quelques inquiétudes. Qu'en fera-t-on, après ? Les résidents disposeront-ils d'équipements de remplacement pour ne pas s'en sentir privés ? Toutes questions qu'il serait pertinent d'examiner dans une seconde phase. Mélanie David, à propos du secteur Concorde, à Lille, renchérit : la volonté de montrer



© Romain Gibert

Villa Max - Chelles.

constamment et immédiatement des signes d'intérêt à la population résidente n'est-elle pas une des facettes du *provisoire* ? Avec le risque que l'intervention ne soit pas perçue dans sa continuité. Comment concilier les deux temporalités ?

Par ailleurs, au-delà du suivi nécessaire de certains projets urbains désormais en phase opérationnelle, plusieurs collectivités ont mis en avant des acquis d'ordre méthodologique qu'elles souhaitaient capitaliser et valoriser : partenariat entre le CLSPD et le service urbanisme à Lille, formalisation des enseignements dans une charte des espaces publics à Nantes. Ainsi, il conviendra de suivre ces démarches dans la durée et de les faire connaître auprès d'autres collectivités locales intéressées, au-delà des actions de valorisation du programme expérimental qui ont déjà été effectuées.

## L'expérimentation proprement dite

Certaines propositions sont donc difficiles à mettre en œuvre, quelle que soit leur pertinence. Par exemple, la tour-info, la tour-signal, proposée par Paul Landauer pour accompagner le chantier du Port du Rhin, à Strasbourg, équipement temporaire mais qui pose des problèmes de statut car le terrain où elle devrait être installée appartient à l'Etat, pas à la ville. Pourtant, en général, les travaux, propositions et réflexions menées dans le cadre du programme expérimental ont reçu un très bon accueil des élus et des résidents strasbourgeois.

Le Kremlin-Bicêtre, sur une proposition aussi innovante de la même équipe de l'Atelier Landauer, se trouve dans une situation inverse. L'embarras de la municipalité devant le projet qui lui est suggéré de souk

## Les publications liées au programme



Atelier de travail à Lille.

contemporain à la place de la galerie marchande Grand Sud qui périclité, pose la question de l'aboutissement de l'expérimentation. C'est un projet d'architecture qui lui est soumis. Irréprochable ou presque. Or, les difficultés sont d'un autre ordre. Elles réclament une volonté politique, certes, mais qui ne peut être exercée qu'avec des arguments solides sur les plans juridique (la copropriété) et financier (l'opérateur). Les questions de gestion (ouverture ou fermeture du passage public) interviendront dans un second temps. Pour l'instant, rien ne dépend, statutairement, de la collectivité locale qui ne possède rien du foncier. Emmanuel Raoul, secrétaire permanent du PUCA, y voit néanmoins le caractère inévitable de l'initiative publique. D'une part, parce que la ville du Kremlin-Bicêtre souhaite que la galerie devienne une rue. Ensuite, parce que le marché se montre incapable, pour l'instant, d'une initiative dynamique pour amorcer le processus de réhabilitation de la galerie commerçante. A quoi Eric Amanou, AMO du PUCA sur le programme QSEU, ajoute que la dégradation rapide des commerces et de la copropriété commerciale risque d'imposer très vite une intervention de la puissance publique.

Mais il faut d'abord affiner la question du montage juridique, imaginer le financement et le processus technique. C'est ainsi que la question de l'aboutissement d'une expérimentation est posée au Kremlin-Bicêtre. C'est en ces mêmes termes qu'elle se pose dans la plupart des autres cas. Il lui faut du temps.

### LES CAHIERS THÉMATIQUES :

- Cahier n° 1 / Atelier d'Aubervilliers, janvier 2011  
Le programme QSEU : objectifs et présentation des sites
- Cahier n° 2 / Atelier de Nantes, avril 2011  
Résidentialisation et sûreté
- Cahier n° 3 / Atelier du Kremlin-Bicêtre, juin 2011  
Restructuration des espaces commerciaux
- Cahier n° 4 / Atelier de Chelles, septembre 2011  
Fréquentation et préservation : espaces verts et quartier de gare
- Cahier n° 5 / L'Atoll à Angers, novembre 2011  
La sûreté dans la conception d'un centre commercial
- Cahier n° 6 / Atelier de Lille, février 2012  
Coproductioin de la sûreté

### LES OUVRAGES DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME :

- « Qualité et sûreté des espaces urbains. Onze expériences novatrices », 180 p., janvier 2012, collection recherche du PUCA n° 204.
- « Qualité et sûreté des espaces urbains », collection Images du PUCA, 86 p., février 2012



Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature.

Le plan | urbanisme | construction | architecture | PUCA, depuis sa création en 1998, développe à la fois des programmes de recherche incitative, des actions d'expérimentation et apporte son soutien à l'innovation et à la valorisation scientifique et technique dans les domaines de l'aménagement des territoires, de l'habitat, de la construction et de la conception architecturale et urbaine.

Il est organisé selon quatre grands départements de capitalisation des connaissances : **Sociétés urbaines et habitat** traite des politiques urbaines dans leurs fondements socio-économiques ; **Territoires et aménagement** s'intéresse aux enjeux du développement urbain durable et de la planification ; **Villes et architecture** répond aux enjeux de qualité des réalisations architecturales et urbaines ; **Technologies et construction** couvre les champs de l'innovation dans le domaine du bâtiment. Le PUCA développe une recherche incitative sur le **Futur des villes à l'impératif du développement durable**.

Ce plan 2007-2012 se décline selon huit programmes finalisés dont les objectifs de recherche répondent aux défis urbains de demain. Ces programmes sont accompagnés d'ateliers thématiques de bilan des connaissances et des savoir-faire, ainsi que par des programmes transversaux à l'échelle des territoires et des villes et à l'échelle européenne, avec la participation du PUCA à des réseaux européens de recherche.

Le PUCA, par ailleurs, assure le secrétariat permanent du programme de recherche sur l'énergie dans le bâtiment.

## plan urbanisme construction architecture

### ► Le gouvernement des villes et la fabrique du bien commun

Planification sociale de l'urbain et des services publics  
Citoyenneté et décision urbaine  
Intercommunalité et métropolisation  
Normes et fabrique du bien commun

### ► Le nouveau urbain

Rénovation urbaine et mixité sociale  
Renouvellement et recomposition des quartiers  
Créativité et attractivité des villes

### ► L'avenir des périphéries urbaines

Territoires urbains et sûreté  
Architecture de la grande échelle  
Habitat pluriel : densité, urbanité, intimité  
Systèmes périurbains et coûts d'urbanisation  
Dynamiques et pratiques résidentielles

### ► Comportements résidentiels et défis démographiques

Vieillesse de la population et choix résidentiels  
Habitat et services aux personnes âgées  
Évolutions démographiques et inégalités territoriales

### ► Accès au logement

Trajectoires résidentielles  
Recompositions institutionnelles de l'offre de logement  
Modes et formes de l'hébergement  
Économie foncière et immobilière

### ► L'innovation dans l'architecture et la construction

Logements optimisés : coûts, qualité, fiabilité, délai  
Concept qualité, habitat, énergie  
Observatoire des bâtiments durables  
Logement Design pour tous  
Évaluation énergétique du patrimoine existant (PREBAT)  
Bâtiments démonstrateurs (PREBAT)  
REHA (PREBAT)

### ► Territoires et acteurs économiques

Espaces urbains et dynamiques économiques  
Lieux, flux, réseaux dans la ville des services  
Développement économique local et mondialisation  
Économie de l'aménagement  
Attractivité des territoires

### ► Vers des villes viables et acceptables

Politiques territoriales et développement durable  
Risques technologiques : enjeux économiques et territoriaux  
Villa urbaine durable  
Quartiers durables  
Aménagement et démarches HQE  
Collectivités locales et politiques énergétiques (PREBAT)  
Collectivités locales et défi climatique (PREBAT)

## PUCA - plan urbanisme construction architecture

Grande Arche de la Défense - Paroi Sud  
92055 La Défense Cedex  
tél. 01 40 81 24 72 - fax 01 40 81 63 78  
<http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca>